

# Le Dispositif Jeunes Insertion Handicap

Rémy LEBLANC\*

Préparer à une réelle insertion sociale et professionnelle adulte, par l'accompagnement et la formation, des jeunes de 16 à 26 ans, reconnus handicapés par déficience intellectuelle, tel est le défi que s'est fixé le Dispositif Jeunes Insertion Handicap (DJINH), géré par l'Association GEIST 21<sup>1</sup> du département de la Mayenne (France). Ce dispositif médico-social propose une réelle alternative au milieu protégé, en utilisant les ressources des divers espaces de droit commun fréquentés par les jeunes de cette tranche d'âge, et ce dans une approche globale: il prend en compte dans le cadre de projets entièrement personnalisés, et d'aides modulaires, l'ensemble des composantes du projet de vie du jeune. Ce texte présente le dispositif DJINH, la nature de ses interventions, ses buts, ses liens avec ses partenaires et son éthique.

## 1. Le dispositif DJINH ou l'aide au jeune

Le DJINH s'adresse à des jeunes âgés de 16 à 26 ans, reconnus handicapés pour des difficultés intellectuelles, domiciliés au sein du département de la Mayenne, ayant un statut scolaire, d'apprenti, de demandeur d'emploi, de salarié ou de travailleur d'un établissement et service d'aide par le travail (ESAT). Les difficultés des jeunes concernés peuvent être plus ou moins importantes, à condition qu'elles ne s'accompagnent pas de troubles majeurs associés, susceptibles de compromettre totalement leur insertion en milieu ordinaire. Ces difficultés intellectuelles peuvent être d'origines très diverses. Cependant, une des conditions d'accès au dispositif demeure celle du choix de la personne de tenter un parcours d'intégration au sein du milieu adulte ordinaire (travail, vie sociale), même si les capacités sont ré-

\* Directeur, GEIST 21, Mayenne (France). Courriel: [geist53direction@wanadoo.fr](mailto:geist53direction@wanadoo.fr)

1 GEIST ou Groupe d'Etude pour l'Insertion Sociale des personnes porteuses d'une Trisomie 21 (voir [www.geist.fr](http://www.geist.fr)).

duites. Le potentiel d'accueil du dispositif est de 80 jeunes, avec la possibilité permanente d'entrer et de sortir au cours de l'année et de diversifier l'intensité des prestations. Le DJINH oriente son action vers:

- 1) une aide au jeune, par la mise en œuvre d'actions diverses (évaluation, accompagnements, formation, soins) adaptées à son profil et à son handicap;
- 2) un accompagnement des familles dans leur cheminement face au handicap du jeune et son insertion;
- 3) un accompagnement des acteurs de l'intégration sociale, scolaire, pré-professionnelle et professionnelle de ce jeune.

L'aide consiste à engager les jeunes, éloignés des critères ordinaires d'insertion sociale et professionnelle, dans un processus de développement de leurs capacités personnelles avec un souci de globalité. L'action s'inscrit dans le respect des potentiels individuels (psychologiques, sociaux, professionnels et cognitifs), du rythme de progression et des difficultés générées par la situation de déficience.

Durant le temps de formation ou d'accompagnement, dans le domaine professionnel ou du développement des capacités d'autonomie personnelle sur des actes quotidiens (alimentation, déplacements, hygiène, maîtrise des ressources communautaires, ...), l'aide vise l'optimisation de transferts possibles (bridging) dans toutes les situations de vie, de manière à assurer à la personne les meilleures chances d'adaptation dans les divers lieux d'intégration sociale et professionnelle. Parallèlement, il s'agit d'écouter les particularités de chacun dans les répercussions affectives de la déficience et l'importance de la gêne liée à la perception des difficultés par la personne elle-même. Une attention toute particulière est portée à la dimension temporelle pour la réussite de la formation et son inscription dans la durée.

## 2. L'action du DJINH

Le DJINH organise son action pour l'ensemble de ses missions autour de quatre axes:

- 1) le développement des capacités d'insertion professionnelle;
- 2) le développement des capacités d'autonomie sociale adulte;
- 3) l'entretien et le développement des capacités cognitives;

#### 4) l'aide au développement personnel.

### 2.1 La dimension professionnelle: préparation à l'insertion

Il s'agit pour le jeune d'accéder, en fonction de ses possibilités et de manière graduée, soit à:

- une représentation de la notion de travail et ses exigences minimales (notion de consigne, contraintes, ...);
- une maîtrise des comportements élémentaires relationnels (respect de l'autre), sécuritaires (notion de danger), et sociaux (respect des horaires, ...);
- une autonomie minimale dans le travail (mener une tâche à son terme, solliciter une aide de manière adaptée, ...);
- une intégration réussie dans un espace de travail;
- une adaptation dans d'autres espaces de travail (dans le même secteur ou dans un autre);
- une maîtrise de la ou des tâches dans la durée;
- une augmentation du rythme de production ou des exigences;
- la prise d'initiatives simples mais adaptées;
- l'élaboration d'un projet professionnel en termes de types de situations, de type de tâches, voire de métier;
- la construction d'un projet de professionnalisation, soit en lien avec un secteur, ou une catégorie de situations professionnelles, soit en lien avec un métier;
- la capitalisation de savoir-être et savoir-faire, et leur négociation auprès du monde du travail;
- la perspective d'une formation qualifiante (apprentissage adapté, module AFPA<sup>2</sup>, ...) ou d'une embauche.

La mise en situation professionnelle doit être personnalisée et adaptée aux rythmes de chacun, avec des alternances de courte durée dans plusieurs entreprises ou secteurs. A partir d'une acculturation initiale au monde du travail, de la progression raisonnée des difficultés, des mises en situation avec ses exigences, on va permettre au jeune de spécialiser son parcours, de

2 L'AFPA, association de formation professionnelle pour adultes, est le premier organisme de formation professionnelle qualifiante pour adultes demandeurs d'emploi et salariés en France et en Europe (voir [www.afpa.fr](http://www.afpa.fr)).

le valider, puis de l'affirmer en direction de la qualification et / ou de l'embauche sous des modalités adaptées à son degré de handicap.

L'évaluation est réalisée très régulièrement avec les agents de l'entreprise, à partir d'objectifs définis et graduels, par l'intermédiaire d'un outil d'évaluation tant des éléments de savoir-être que de savoir faire, selon le stade d'évolution du parcours. La rencontre avec l'entreprise permet d'échanger sur les difficultés rencontrées, les points de réussite et les objectifs fixés à nouveau à court terme (si besoin est). De manière périodique, un bilan plus global est effectué sur une fiche d'évaluation où sont reprises les capacités du jeune en termes de savoir-être (ponctualité, communication, motivations, attitudes, sécurité, mémoire, attention). Lorsque le stage implique le développement de compétences techniques, une évaluation de ces compétences est réalisée également, à partir d'une grille construite au fur et à mesure avec l'entreprise et le secteur concerné (tâches maîtrisées, et sous quelles conditions d'adaptation). L'outil d'évaluation est construit pas à pas avec le jeune, en fixant les objectifs à atteindre, sous la forme de «zone proximale». Parallèlement un «livret de parcours» s'étoffe au fur et à mesure, conjointement à un «livret de compétences», pour valider l'expérience vécue et les capacités acquises, si le jeune n'atteint pas une qualification.

En cas de nécessité, et pour faciliter l'insertion dans l'entreprise et la prise de possession par le jeune de certaines tâches nouvelles ou complexes, voire la maîtrise de comportements difficiles, le dispositif DJINH, par l'intermédiaire de professionnels spécifiés sur ce type d'accompagnement, offre un soutien sous la forme d'un «job coaching». Cette aide facilitatrice doit prendre place de manière a priori transitoire et réduire progressivement son intensité. L'augmentation des heures effectuées en entreprise est nécessaire au fur et à mesure que se précise le projet professionnel.

Le soutien à l'entreprise est permanent, car l'accueil d'un jeune avec un handicap n'est pas toujours simple pour elle. Aussi convient-il de valoriser sa démarche d'engagement et d'encourager sa participation dans la construction du parcours des jeunes. Le suivi hebdomadaire et le «job coaching» constituent des outils d'accompagnement pour l'entreprise et le tuteur, garantissant une confiance réciproque et le respect de la culture de l'entreprise ou de ses capacités d'accueil. L'entreprise doit pouvoir joindre à tout moment un professionnel en cas de difficultés, et ne pas être trop accaparée par la régulation des problèmes psychologiques, comportementaux ou sociaux du jeune. En cas de difficultés, l'entreprise se réserve le droit d'interrompre dans les plus brefs délais la formation du jeune. C'est

un climat de sécurité, de confiance et d'honnêteté qui doit prévaloir dans ce partenariat.

## 2.2 La dimension sociale: préparation à l'autonomie adulte

Une formation à la préparation à l'autonomie est proposée au jeune pour lui permettre de:

- s'inscrire dans une démarche d'insertion sociale;
- accéder à une maîtrise de moyens de déplacement, la plus autonome possible, au regard de ses difficultés intellectuelles, motrices, ...;
- accéder à une maîtrise des outils de communication (téléphone, minitel, internet, ...) sur un mode adapté à ses difficultés;
- accéder à une maîtrise du processus d'alimentation adaptée à ses difficultés (prise de repas dans un FJT (foyer de jeunes travailleurs), un restaurant d'entreprise, préparation d'un repas autonome avec complexité croissante, gestion des besoins, réalisation des achats, stockage, évaluation des quantités, ...);
- accéder à la maîtrise des soins et de l'hygiène élémentaires, au regard de ses difficultés (entretien d'un espace de vie, du linge, soins corporels, sexualité, maladie, ...);
- accéder à une autonomie relative concernant la gestion de l'argent;
- accéder à une connaissance minimale des ressources communautaires et une maîtrise minimale de leur utilisation (banque, poste, organismes de sécurité sociale, caisses d'allocations familiales, magasins, ...);
- accéder à une vie de loisirs et une connaissance minimale des ressources possibles, adaptées à ses souhaits, ou de ses capacités.

Cette formation, sous la forme d'apprentissages gradués, s'inscrit dans le cadre de mises en situations pratiques au sein du contexte de vie du jeune ou d'appartements d'essai mis à disposition par le DJINH. Une évaluation régulière s'effectue en collaboration avec les professionnels du dispositif, qui vont permettre par leur accompagnement la mise en pratique des capacités du jeune en fonction de son projet. Ainsi, le lien entre la formation et la mise en situation pratique trouve alors toute sa pertinence dans l'expérimentation permanente et la validation des transferts.

L'évaluation des compétences se construit avec le jeune à partir des observations réalisées. Elle doit être lisible aisément par le jeune, afin qu'il

puisse comprendre l'évolution de ses acquis dans les domaines abordés, et se situer sur une échelle de difficultés et des buts à atteindre.

Le développement des compétences sociales du jeune s'articule autour de trois niveaux: un premier niveau qui est celui d'une autonomie réduite et d'une nécessité de travail de groupe avec accompagnements de proximité; un second niveau qui est celui d'un processus d'autonomisation déjà engagé, avec alternance d'individuel et de groupe; enfin un troisième niveau qui est celui d'une capacité à la vie autonome avec action de formation très individualisée et centrée sur son lieu de vie. A chacun de ces niveaux, le développement des capacités sociales est décrit au regard d'un certain nombre de domaines (hygiène, entretien du logement, alimentation, déplacements, gestion de l'argent, loisirs, relations, droits et devoirs, capacités transversales). Ensuite de quoi, chaque champ est décliné en compétences en fonction du niveau. Cette lecture des compétences sociales dans un cadre d'évaluation générale a pour but d'amener le jeune vers l'autonomie, de fixer régulièrement (dans le cadre des bilans réguliers) les objectifs de proximité restant à travailler.

### 2.3 La dimension pédagogique: entretien et développement des capacités cognitives

L'ensemble de ces jeunes présentent des difficultés importantes sur le plan cognitif, puisque leur handicap relève d'une déficience intellectuelle, les gênant dans l'accès aux apprentissages fondamentaux et dans la capacité à transférer des connaissances dans une situation nouvelle. Plutôt qu'une remise à niveau, on vise davantage à favoriser le maintien des capacités acquises, et à essayer autant que faire se peut de les mettre au service de l'insertion sociale et professionnelle. L'ensemble des actions inclut cet objectif d'intégration, tout en s'intéressant à des axes particuliers pour aborder les outils cognitifs de manière plus précise.

Différents axes peuvent être retenus:

- un axe de maintien et de développement de la lecture et de prise de repères dans l'écrit (environnement), au service du plaisir et de l'autonomie. Seront pris comme supports autant le livre ou le journal, que l'affiche de cinéma, le contrat de location, l'imprimé administratif;

- un axe de maintien et de développement de l’outil scripteur: écriture manuelle ou par le biais de l’ordinateur, en essayant à chaque fois de rechercher avec le jeune celui ou ceux qui lui conviennent, dans le champ des technologies actuelles et en lien avec ses difficultés;
- un axe de maintien et de développement des outils mathématiques au service de l’insertion;
- un axe de maîtrise des opérations fondamentales, comme les notions de comparaison, de classement, de l’utilisation de la calculatrice, en s’adaptant au mieux à leur quotidien (gestion d’un budget en lien avec la conseillère en économie sociale et familiale (ESF));
- un axe de réflexion sur des situations problèmes concrètes, qui développe les stratégies mentales permettant au jeune d’analyser un phénomène, de poser une hypothèse, de la vérifier ou de la transférer vers d’autres situations; du jeu informatique, à l’atelier de Raisonnement logique, au Programme d’Enrichissement Instrumental (PEI)... plusieurs outils sont utilisables. Ce dernier axe se réalise en travail de groupes: cette formule, tout en permettant une approche très individualisée, favorise l’appropriation de stratégies apportées collectivement par chacun.

L’évaluation est réalisée à chaque séance, collectivement ou individuellement, au regard des difficultés repérées et des progrès réalisés. Lorsqu’un jeune est en mesure autant que possible d’accéder à un module de remise à niveau proposé dans le cadre d’un centre de formation de droit commun, son inscription dans une telle démarche, avec les accompagnements nécessaires, sera recherchée, et un travail de coordination avec ce centre sera engagé, au service du parcours du jeune.

## 2.4 La dimension médicale, psychologique, éducative, thérapeutique: organisation et développement personnel

Il s’agit pour le jeune:

- d’identifier ses atouts et ses fragilités en situation socioprofessionnelle et de se fixer des objectifs d’évolution et de suivi, sur un plan médical, psychologique et plus généralement personnel;
- de se mettre en perspective de manière réaliste, quant à son insertion sociale et professionnelle;

- de réfléchir sur son parcours de vie et son cheminement personnel dans sa confrontation quotidienne avec son handicap, dans le cadre du milieu ordinaire;
- de se positionner en tant que citoyen en voie d'autonomisation, en particulier dans son rapport avec sa famille, et l'environnement social en général;
- d'affiner et d'affirmer des choix personnels, en lien avec ses désirs, sa personnalité, qu'il s'agisse des loisirs, des modalités d'hébergement, de l'achat de vêtements, ...;
- d'aider à la mise en œuvre d'actions de soins au sein du dispositif ou à l'extérieur (partenariat) lorsque cela est nécessaire.

Il importe d'accorder de l'importance au développement de ces éléments, car aux yeux du public, l'image de la personne handicapée se réduit bien souvent encore à son incapacité. Face à ce regard social stigmatisant, le combat pour l'insertion demeure un chemin laborieux, qui nécessite de renforcer ou consolider l'estime de soi des jeunes. Le travail avec le jeune en voie d'autonomisation, doit prendre en compte ce type de problématique, ajoutée à celle de la distanciation nécessaire ou obligée avec la famille. Aussi, la collaboration avec et entre les différents professionnels est essentielle dans cet accompagnement du jeune.

Différents supports sont utilisés:

- des entretiens individuels réguliers, à dominante éducative, centrés sur les axes de travail personnel, invitant le jeune à prendre contact avec d'autres acteurs (psychologue, psychiatre), ou refixant les bases générales du contrat;
- un soutien individuel de type accompagnement psychologique (psychologue ou médecin psychiatre), permettent au jeune d'aborder ses difficultés dans un cadre de confidentialité;
- des rencontres avec le médecin permettant d'apprécier les fragilités, les capacités en terme de travail et de nécessité de suivi (traitements, ...);
- des temps de parole de groupe sur des thèmes comme la sexualité, la citoyenneté, le handicap, l'autonomie, la tutelle, le savoir-être, ...;
- des espaces d'expression autour de supports vidéos (films), d'émissions TV, ou autour de rencontres avec des personnes extérieures (chef d'entreprise, formateurs du planning familial, représentants du CODES ou Comité Départemental d'Education pour la Santé, ...);



- des visites et découvertes de lieux ainsi que des activités, qui amènent le jeune à apporter son point de vue sur l'environnement socioculturel et à affirmer ses goûts.

L'évaluation se fait dans le cadre d'entretiens individuels avec le jeune, et en collaboration étroite avec l'équipe pédagogique, et porte sur l'évolution non pas de savoir-faire, mais de la capacité du jeune à se prendre en main et à s'affirmer. Il est important de noter que dans le cadre du handicap intellectuel, le jeune a souvent identifié ses compétences, mais ne s'autorise pas à être pleinement lui-même. La dépendance du jeune est forte et il convient de veiller à ne pas la perpétuer. La contribution du médecin-psychiatre est à cet effet importante: il permet, lors d'entretiens d'accueil, de cerner les composantes de personnalité de chacun, ses faiblesses et ses atouts, et d'orienter ainsi le travail et ses modalités. Le médecin-psychiatre offre ensuite un accompagnement dans le cadre du parcours du jeune en cas de besoin (indication de suivis thérapeutiques ou autre traitement), et assure une cohérence des propositions au regard des problématiques rencontrées.

### 3. L'aide apportée à la famille

Malgré l'âge des jeunes concernés, la famille est encore présente au cœur du dispositif. En effet, l'intervention auprès d'un jeune n'a de valeur et d'efficacité que dans la mesure où la famille est associée au projet du jeune (mis à part le cas particulier où le jeune est majeur et ne souhaite absolument pas que sa famille soit associée: cas de rupture, de désaccord important).

Bien entendu, le projet est avant tout discuté avec le jeune lui-même, avec le souci de l'aider à énoncer ce qui lui convient le mieux et à affirmer ses choix. Tout le processus d'accueil vise à faire émerger chez le jeune ses demandes et ses attentes, mais en restant à l'écoute de la famille afin de cerner sa perception présente du handicap du jeune.

L'accompagnement de la famille dans son cheminement avec le handicap (révélation, confrontation avec sa réalité au quotidien et notamment par rapport au monde du travail, projections sur l'avenir, ...) est une préoccupation du dispositif. Grâce à ses compétences, son éthique et à son recul, le professionnel peut apporter par ses conseils une aide à la famille, à la condition qu'il tienne compte de son cadre de vie, de ses valeurs et de sa cul-

ture d'origine, de son histoire, de sa perception du handicap. La famille est associée, dans le cadre de rencontres, de bilans d'action, à la construction du projet, mais aussi au quotidien par la place qu'elle occupe auprès du jeune.

Les professionnels articulent leurs actions auprès du jeune et de sa famille dans un souci de cohérence, en composant avec les divergences de désirs ou d'attentes. Un médiateur peut parfois intervenir, lorsque les interactions entre parents et enfant sont conflictuelles, afin de favoriser un dialogue constructif. Un système de référent unique est mis en place pour faciliter les contacts, soit pour le jeune en ce qui concerne l'action globale, soit pour la famille. En fonction de chaque famille, les modalités d'accompagnement sont personnalisées. La pertinence de l'intervention de tel ou tel professionnel auprès de la famille est intégrée à la construction du projet.

#### 4. L'aide apportée aux acteurs de l'intégration

Le partenariat, compte tenu de l'âge des personnes concernées, se noue avec les lieux de formation (Mission Générale d'Insertion, Centres de formation pour Apprentis CFA, autres centres de formation, Mission locale, Permanences d'Accueil et d'Orientation PAIO, ...) mais également avec le réseau d'entreprises qui participent à la mise en situation de travail des jeunes (stages ou emploi). Le DJINH assure des liens très fréquents avec ces dispositifs, et en particulier avec les tuteurs des jeunes en situation de stages ou d'apprentissage, souvent questionnés par la résonance du handicap.

Le soutien, en ses diverses formes (visites, échanges téléphoniques, ...), est une des conditions essentielles à la construction de la complicité au service des jeunes, mais sert également à éviter que toute situation difficile ne dure trop longtemps. Les compétences de l'entreprise se restreignent à la sphère professionnelle, et non à la prise en compte des problèmes sociaux ou comportementaux du jeune. Aussi faut-il assurer à l'entreprise la garantie de la résolution des problèmes éventuels de cet ordre qui ne lui incombent pas. De la même manière pour les lieux de formation, il conviendra de trouver l'articulation des rôles dans un cadre de partenariat bien défini, facilitant la lecture pour tous et en particulier du jeune de la place de chacun. Le partenariat sera, bien entendu, élargi à tous les acteurs de la vie

sociale de la cité (lieux d'activités de loisirs pour adultes, administrations, ...).

En amont, il s'agira de réaliser le projet développé par DJINH et les partenaires de la Mission Générale d'Insertion, des Centres de formation pour Apprentis... afin de faciliter les parcours.

En aval, il s'agira de bien connaître le réseau des orientations possibles pour les jeunes adultes (services d'accompagnement, ...), afin de préparer avec ceux qui sont concernés les meilleures orientations.

S'agissant des suivis thérapeutiques, un partenariat peut s'établir avec des structures institutionnelles (centres médico-psychologiques, ...) ou des libéraux, soit parce que certains suivis auront été engagés avant l'entrée à DJINH, soit parce qu'il est plus pertinent que ceux-ci soient assurés en dehors du service. Lors d'un nouvel accueil, et lorsque aucune prise en charge thérapeutique n'a été préalablement réalisée, le DJINH peut gérer l'accompagnement du jeune en assumant la totalité des prestations; cependant, il peut également, chaque fois que cela paraît souhaitable ou nécessaire, faire appel à un autre professionnel ou service pour diverses raisons (proximité, choix du jeune, ...).

## 5. Implantation et personnel

Le dispositif DJINH est implanté au centre du Département de la Mayenne, sur LAVAL, et a une vocation de dispositif Ressource Départemental. Les professionnels du service se déplacent autant que possible vers l'utilisateur (à son domicile, lieu de formation, entreprise, ...) et essaient de trouver des réponses de proximité pour la construction du parcours du jeune. En revanche, le jeune est amené à se déplacer vers le DJINH, pour y bénéficier des actions de formation ou d'accompagnement (de groupe notamment).

L'équipe de professionnels qui œuvrent au sein de ce dispositif se compose d'un directeur adjoint, d'un médecin psychiatre, d'un médecin généraliste, d'un psychologue, d'un chargé de parcours, de conseillères en Économie Sociale et Familiale, d'accompagnateurs, d'un formateur cognitif, d'Aides Médico Psychologiques, d'un technicien d'insertion, et d'une secrétaire.

## Conclusion

Depuis sa création en 1993, ce dispositif n'a cessé de progresser dans ses repères techniques d'accompagnement et de formation de jeunes reconnus handicapés par déficience intellectuelle sur cette tranche d'âge particulière des 16-26 ans pour leur permettre une réelle insertion sociale et professionnelle.

Le travail de partenariat très étroit avec l'ensemble des acteurs du droit commun a permis de construire pas à pas des parcours complètement sur mesure, basés sur des adaptations nécessitant de chacun des acteurs des aménagements de réponses surprenants dans leurs formes mais qui, en dernier ressort, bénéficient dans un second temps à l'ensemble des autres jeunes. Les résultats sont étonnants au regard du pronostic d'incapacité à s'insérer portés depuis de trop nombreuses années sur ces jeunes et de réponses trop systématisées en milieu protégé.

Deux montages vidéos réalisés sur le dispositif DJINH, dans le cadre d'un projet européen par le CNEFEI Suresnes actuellement devenu INS HEA (Institut National Supérieur de formation et de recherche pour l'Education des jeunes Handicapés et les Enseignements Adaptés) sont actuellement en vente<sup>3</sup> en version française et traduits en anglais.

3 Pour contact voir sous [www.cnefei.fr](http://www.cnefei.fr).

